

Unité départementale du Cantal Allier Puy de Dôme
Équipe Déchets Impacts Air Sites et Sols Pollués
7 Rue Léo Lagrange
63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

Clermont-Ferrand, le 28/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2022

Contexte et constats

Publié  **GÉORISQUES**

sur

VALTOM

1 rue des Domaines de Beaulieu
63000 CLERMONT FERRAND

Références : 20220728-RAP-63-0899-Inspection-ISDND-Puy-Long_v2.odt
Code AIOT : 0005601635

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2022 dans l'établissement VALTOM implanté chemin de puy-long 63000 CLERMONT FERRAND . L'inspection a été annoncée le 22/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'ouverture du casier amiante autorisé par l'arrêté préfectoral du 25 aout 2021 et les dispositions prévues en la matière par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- chemin de puy-long 63000 CLERMONT FERRAND
- Code AIOT : 0005601635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en

œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND de Puy-Long sur les communes de Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral n°13/02155 du 31 octobre 2013 a autorisé le VALTOM à exploiter deux casiers de stockage d'une capacité de stockage globale de 1 060 000 m3 pour une durée de vie de 13 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Ouverture du casier amiante (contrôle prévu à l'article 20-III de l'AM du 15/02/2016) ;
- Capacité de traitement des déchets (article 1.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013) ;
- Origine géographique des déchets (article 1.2.3.4. de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013) ;
- Gestion des éventuelles nuisances olfactives (article 3.1.3. de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013) ;
- Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques (article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013) ;
- Seuils des rejets des effluents liquides (article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013) ;
- Vérification périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013) ;
- Suivi des eaux souterraines (article 9.2.5.1. de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013) ;
- Les suites données aux autres constats relevés lors de l'inspection précédente.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Rétention	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.4.1.	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ouverture du casier amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Capacité de traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.1	/	Sans objet
3	Origine géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.4	/	Sans objet
4	Gestion des éventuelles nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.1.3	/	Sans objet
5	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 2.5.1	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.5	/	Sans objet
7	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.9.1	/	Sans objet
9	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1	/	Sans objet
10	Détection de radioactivité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 31	/	Sans objet
11	Origine géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.4	/	Sans objet
13	Contrôle d'admission	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 8.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré des écarts entre le casier d'amiante réalisé et les caractéristiques du casier prévues par l'APC du 25 août 2021. Des compléments et des justificatifs quant aux caractéristiques de ce casier, incluant sa stabilité et son volume final, sont nécessaires avant de pouvoir autoriser sa mise en exploitation.

L'inspection a par ailleurs montré que la quantité minimum en eau d'extinction prescrite par l'AP n'est pas respectée et que des mesures correctives doivent être engagées dans un délai n'excédant pas 3 mois.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle préalable à la mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débiter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p>
<p>Constats : Le DOE a été transmis par le VALTOM le 10 juin 2022.</p> <p>Des incohérences entre les ouvrages réalisés et les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 25/08/21 autorisant l'exploitation d'un casier amiante et modifiant les prescriptions de l'AP du 31/10/13 ont été relevées.</p> <p>En effet, le DOE indique que la surface en fond de casier est de 5 800 m² pour une surface exploitable à la cote 410m de 7 100 m². Or l'article 1.2.4. de l'AP 31/10/13 modifié par l'APC du 25/08/21 indique que le casier de stockage d'amiante liée est d'une superficie de 3 280 m² en fond de casier et de 6 210 m² au niveau de la risberme située à la cote de 410 mNGF.</p> <p>Le maître d'œuvre a indiqué que cette différence provenait des talus réalisés avec une pente plus forte que celle initialement prévue mais que le volume au final était identique.</p> <p>En conséquence, et préalablement à toute mise en exploitation du casier, il convient que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - confirme la géométrie réalisée et que celle-ci est bien conforme à celle décrite dans le DOE (notamment où les pentes 1/1 sont évoqués dans les coupes (A) des plans topographiques) ainsi que le volume final du casier par rapport à celui qui figurait dans le PAC (99 000 m³), - explique les raisons ayant conduit à des différences de géométrie (surface en fond de casier, pentes plus importantes,...) entre le casier réalisé et le projet qui figure dans le PAC déposé le 10 mars 2021 et complété par message électronique du 9 juillet 2021, - explique les raisons des modifications apportées au réseau de drainage (granulométrie des graves, nombre de drains réduit,...) - justifie la stabilité du casier dans son ensemble et tel qu'il a été réalisé. <p>Par ailleurs, le DOE appelle les commentaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indiquer si des événements notables (intempéries – pouvant influencer sur la teneur en eau de l'argile mis éventuellement en œuvre, pannes de machines ...) sont intervenus durant le chantier ; - compléter le DOE avec le plan d'assurance qualité lequel couvre chaque étape de réalisation du casier. Le plan d'assurance qualité doit notamment identifier les moyens mis en œuvre (réalisation des planches d'essais, points de contrôle...), les procédures de réception et les modalités d'archivage des documents afin d'assurer la traçabilité ; - fournir les PV des mesures de perméabilités de 3CE signés ; - fournir un plan topo justifiant l'épaisseur de la couche drainante ; - établir une consigne concernant la gestion des eaux de ruissellement collectées en fond de casier (fonctionnement du by-pass, périodicité des vérifications des anomalies, critères retenus pour décider de l'envoi des eaux en lixiviats vers le casier 3,...). <p>L'inspection rappelle par ailleurs de manière générale que tout projet de modification notable apporté par l'exploitant au sein de son établissement, tant par rapport à des prescriptions de l'arrêté préfectoral encadrant son fonctionnement que par rapport au contenu d'un dossier transmis précédemment à l'inspection, doit lui être</p>

notifié avant sa mise en oeuvre.

Cf. annexe du rapport pour le détail des points de vérifications.

Dans l'attente de ces éléments, le casier amiante ne peut être mis en exploitation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Capacité de traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan 2021 et perspectives 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2021 : 90kt max 2022 : 90kt max
Constats : 2021 : 89 947,20 tonnes de déchets ont été enfouis sur le site (chiffre cohérent avec le rapport d'activité du site et saisi dans GEREP) 2022 : 47 801 tonnes au 27/7 (contre 50 686 tonnes à la même date l'an passé). La légère diminution des tonnages s'explique selon VEOLIA par une baisse des RBA provenant de PRAXY (envoyé préférentiellement sur le site d'Ambert) et des DAE depuis plusieurs années (détournement vers les centres de tri). Le tonnage de 90 000 tonnes sera atteint en fin d'année. A noter que les détournements liés aux arrêts techniques de l'UVE de VERNEA sont désormais anticipés par les apporteurs qui établissent des FIP auprès de Puy-Long préalablement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan 2021 et perspectives 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est autorisée à recevoir des déchets non dangereux en provenance du département Puy de Dôme et des départements limitrophes situés en région Auvergne-Rhône-Alpes. La priorité est donnée aux déchets en provenance du territoire couvert par le VALTOM. L'exploitant demande l'accord préalable de Monsieur le Préfet et de l'inspection des installations classées avant toute acceptation temporaire ou permanente de déchets provenant d'une autre origine géographique.»
Constats : 2021 : 115,4 d'OMR en provenance de Savoie Déchets (dépannage Bourguoin) conformément à l'autorisation préfectorale du 26 octobre 2021 2022 : aucune sollicitation à ce jour. A noter une sollicitation de la Creuse pour 2023 pour des OMr (environ 3000 tonnes) mais sur lequel le VALTOM n'a pas encore statué.

L'inspection a consulté le registre des déchets entrants. Les seuls déchets en provenance du territoire hors VALTOM reçus depuis le début de l'année sont 32,46 tonnes de déchets de refus de tri en provenance de l'entreprise VACHER situé à Polignac (43), réceptionnées en 3 apports.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des éventuelles nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan 2021 et 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.</p> <p>L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. L'exploitant met notamment en place à cet effet un dispositif de filtre en charbon actif ou tout dispositif équivalent sur les têtes de puits de captage du biogaz non raccordés au réseau ainsi que sur les puits de collecte des lixiviats.</p> <p>Constats : 31 mars 2021 : des odeurs de biogaz sont identifiées au niveau de l'installation Vernéa. Cela correspond à la déconnexion du casier 5-1 et 5-2 réalisé pour raison de travaux dans la semaine. Le 5-2 est rattaché la semaine suivante, le réseau du 5-1 est temporairement bouchée afin d'éviter des émissions trop marquées.</p> <p>VEOLIA explique cet évènement par un manque de coordination entre l'entreprise GUINTOLI et ses équipes et la non anticipation de la déconnexion du casier 5-1.</p> <p>03 septembre 2021 : signalement d'odeurs sur le secteur de la rue d'Ondre. Contact est pris avec les personnes ayant signalé ce phénomène, source non identifiée. Pas d'anomalie constatée sur le site, pas d'odeur sur la zone de plainte au moment des passages de contrôle.</p> <p>22 Décembre 2021 : signalement pour odeurs sur le secteur de la rue d'Ondre. Déplacement sur place mais les odeurs n'étaient plus présentes. Sur les rondes sur site pas de constat de source potentielle et la direction du vent identifié ne semble pas mettre la rue d'Ondre sous le vent du site.</p> <p>24 Janvier 2022 : signalement pour odeurs sur le secteur de la rue d'Ondre. Contact est pris avec les personnes ayant signalé ce phénomène, source non identifiée. Pas d'anomalie constatée sur le site, pas d'odeur sur la zone de plainte au moment des passages de contrôle.</p> <p>Lors de la dernière CSS, il a été demandé au VALTOM de poursuivre le suivi des signalements et de mettre en place un plan d'action si nécessaire.</p> <p>S'agissant de l'évènement du 31 mars 2021, l'inspection demande au VALTOM d'indiquer sous 1 mois, les mesures prises pour améliorer la coordination entre les intervenants en cas de travaux impliquant le réseau biogaz.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté des odeurs de de biogaz au niveau de l'emplacement de la future WAGABOX.</p>

Des dispositions doivent être prises pour identifier la source et supprimer ces émissions odorantes
Observations : - Indiquer sous 1 mois, les mesures prises pour améliorer la coordination entre les intervenants en cas de travaux impliquant le réseau biogaz. - Identifier sous 15 jours la source des émissions odorantes ressenties au niveau de l'emplacement de la future WAGABOX et les supprimer sans délais
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Depuis la précédente inspection, les deux événements suivants se sont produit sur le site de Puy-Long : Départ de feu sur un casier le 30/04/2021 ; à la prise de poste à 7h00, constat d'un début de combustion sur une zone de déchets sut le casier. La zone est rapidement traitée avec les moyens du site et la surveillance ne montre aucune reprise. Ce départ s'est fait à la limite entre la zone en enfouissement et la zone en plein remaniement du casier. L'hypothèse d'origine du phénomène est qu'un petit stock mélangeant du stabilisat récent et donc encore un peu chaud avec des déchets plus anciens très secs issus des secteurs recreusés s'est retrouvé former une petite crête : le vent en traversant cette crête a pu attiser la chaleur présente et certains déchets secs entrer en combustion. Il n'y a eu aucunes conséquences sur l'exploitation ou les travaux en cours, étant très localisé spatialement et temporellement. Le rapport d'incident a été transmis à l'inspection le 06 mai 2021. Débordement du bassin EP le 27/06/2021 ; Nuit du 27 juin 2021 : un violent épisode de pluie frappe la région avec des précipitations très importantes (environ 60 mm) sur une durée très courte (moins de 4 heures). Tous les sols sont saturés (champs inondés sur l'agglomération, fossés saturés etc...). Sur Puy-Long, l'organisation des travaux en cours fait que le bassin d'accueil des eaux pluviales reçoit des apports de surfaces supplémentaires sur des sols non végétalisés. Ainsi temporairement des eaux venant du casier 5-1 (surface en réaménagement pentée vers le nord à cette date du fait des terrassements) et de la totalité du fond du futur casier 5-3 terrassé et à nu vont vers le bassin d'eaux pluviales. La violence des pluies le sature complètement malgré son niveau quasi vide avant l'épisode. Le système de pompage se met en sécurité niveau haut et entame l'évacuation mais la quantité d'eau arrivant est trop

<p>importante entraînant un débordement du bassin.</p> <p>Aucun écoulement hors site ne s'est produit.</p> <p>La situation se rétablit dans la matinée du 28/06. Les travaux continuant, les pentes des zones ont été rétablies telles que prévues et la situation ne s'est plus reproduit (y compris les jours de fortes pluies de septembre).</p> <p>L'inspection a été informée de cet événement que lors de la transmission du rapport d'activité 2021.</p>
<p>Observations : L'inspection rappelle que l'exploitant doit déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites réglementaires</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Concentrations instantanées en mg/Nm3 / Conduits n°1 et 2 / Conduits n°3 et 4 Concentration en O2 de référence / 15,00 % / 11 % Poussières / 150 / - SO2 / 60 / 300 NOX en équivalent NO2 / 190 / - CO / 1200 / 150 COVNM / 50 / -</p>
<p>Constats : Conduits 1 et 2 (moteurs de valorisation) : La campagne de 2021 réalisée en janvier montre le respect des VLE. Pour 2022, les mesures ont été réalisées mais l'exploitant est en attente du rapport.</p> <p>Conduit 3 et 4 (torchères) : 1 seule torchère en fonctionnement en 2021 (la seconde en secours n'a pas fonctionné depuis 2013). Les VLE sont respectées.</p>
<p>Observations : Transmettre le rapport de contrôles des rejets atmosphériques des moteurs de valorisation dès réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Seuils de rejets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Cf. tableau de l'article 4.3.9.1</p>
<p>Constats : Le contrôle inopiné des rejets aqueux de l'ISDND réalisé en 2021 montre un dépassement de la VLE en As (0,139 mg/l pour une VLE à 0,1 mg/l) sur les rejets en eaux pluviales.</p> <p>Dans son courrier du 18/01/2022, le VALTOM explique ce dépassement par des phénomènes de surconcentration</p>

dans le bassin des eaux pluviales du à l'évaporation et aux faibles précipitations. Jusqu'en mars 2021 du fait du peu d'apports d'eaux météoriques (janvier-février très secs) le bassin était quasiment à sec. En juin, le prélèvement a été réalisé avant le gros épisode pluvieux de fin juin 2021 et montrait un retour à une situation plus équilibrée dans le bassin. Les apports de septembre et de la fin d'année ont ensuite ramené le bassin à une situation avec des concentrations beaucoup plus faibles.

La dernière campagne de mesure des rejets en EP a été réalisé en avril 2022 (rapports EUROFINS et CEREMA présentés). Aucun dépassement des VLE. La concentration en As est de 0,0275 mg/L.

Le VALTOM prévoit en 2023 une modification du réseau des EP afin de mieux employer le plus grand bassin situé au Sud-Ouest du site.

Les derniers curages des bassins EP ont été réalisé :

- en septembre 2021 pour le bassin Nord-Ouest ;
- il y a une dizaine d'année sur le bassin Sud-Ouest.

L'inspection a par ailleurs montré que ces bassins étaient envahis par la végétation et nécessitaient un entretien approfondi (Cf. constat sur les moyens d'extinction).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats : Il a été demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de l'entretien annuel de la borne incendie et des colonnes d'aspiration des bassins de récupération des EP.

Pour la borne incendie, le PV de contrôle de la société DESAUTEL daté du 14/10/2021. Cependant, le rapport n'indique pas la vérification du débit. Il convient donc que l'exploitant fournisse le justificatif de débit.

Les justificatifs relatifs au contrôle des colonnes d'aspiration n'ont pas été présentés et doivent également être fournis.

Les bassins constituant la réserve d'eau ne sont pas entretenues régulièrement et les niveaux minimum requis n'étaient pas respectés lors de l'inspection des bassins EP.

La colonne d'aspiration du bassin EP Nord Ouest doit être remise en état. La crépine de la colonne du bassin EP Sud Ouest est envasée. L'accès pompier à ce dernier bassin est à confirmer.

L'inspection de la zone d'exploitation a montré une réserve de matériaux inertes en quantité suffisante (même si la quantité exacte n'a pas pu être estimée visuellement).

Le plan ETARE sera mis à jour par le SDIS prochainement pour tenir compte de la réalisation de la centrale PV.
<p>Il convient donc que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fournisse, sous 3 mois, un PV confirmant le débit de la borne incendie conformément aux prescriptions de l'article 7.5.3 de l'AP du 31/10/2013 (débit de 500 litres par minute à une pression dynamique supérieure à 1 bar pendant plus de deux heures) ; - procéder sous 3 mois au curage des bassins EP, sachant que l'article 4.2.3 prévoit un curage régulier de ces bassins et à une fréquence a minima quinquennal) et s'assurer que ceux-ci disposent du volume minimum requis par l'AP (1100 m3 dans le bassin EP Sud Ouest et 400 m3 dans le bassin EP Nord Ouest) et mettre en place un marquage visuel permettant de s'assurer rapidement que le niveau requis est respecté. Une organisation permettant de s'assurer, en tout temps, que ceux-ci disposent du volume minimum requis par l'arrêté est mise en place. Dans le même délai, il convient de confirmer, et le cas échéant rétablir, l'accès au bassin de 1100 m3 aux engins d'intervention ; - contrôler l'étanchéité (Cf. 4.3.2.3 de l'AP) et procéder le cas échéant à leur mise en conformité; - les colonnes d'aspiration doivent être remises en état sous 3 mois et rendues conformes aux dispositions de l'AP (raccord tournant muni d'une réduction amovible de diamètre de 100 millimètres à 65 millimètres). Un essai de leur fonctionnement doit être réalisé et le CR transmis à l'inspection ; - procéder, sous 3 mois, au nettoyage du bassin de 480 m3 (entre autre, suppression des déchets accumulés et pouvant obstruer tout dispositif de pompage) et mettre en place un marquage visuel permettant de s'assurer rapidement que le niveau requis est respecté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Evolution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle des eaux souterraines. Ce réseau, constitué d'au moins 3 puits de contrôle dont un amont hydraulique de l'installation et deux à l'aval, doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site.</p> <p>L'exploitant doit procéder à un contrôle de la qualité et du niveau piézométrique des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage de déchets tous les trimestres pendant la phase d'exploitation et au minimum deux fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, pendant la phase de suivi. Les piézomètres sont répartis : 1 à l'amont (F4) et 6 à l'aval (puits INRA / HASKO et puits BARDY d'une part et PZ1 et PZ2 bis définis dans l'arrêté d'autorisation du pôle VERNEA, ainsi qu'un piézomètre à créer au niveau des bassins de stockage des lixiviats, d'autre part) et selon le plan d'ensemble fourni au dossier.</p> <p>Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines serait observée, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Ce plan comprendra au minimum : - une augmentation du spectre et/ou de la fréquence des analyses réalisées, - le relevé quotidien du bilan hydrique, - la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de ce changement et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée. L'exploitant adresse tous les mois à l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé. Lorsque la cause de l'anomalie est</p>

<p>supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté. À défaut, il sera prescrit par arrêté préfectoral complémentaire une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement ou de traitement des eaux souterraines.</p> <p>Les paramètres mesurés trimestriellement sont les mêmes que ceux recherchés pour le contrôle de la qualité des lixiviats listés à l'article complétés par le niveau piézométrique. Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément aux normes en vigueur.</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance suscitée sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.</p>
<p>Constats : Concernant l'Arsenic l'exploitant observe sur les campagnes de 2021 des comportements différents en fonction des points de mesures : le fond « géochimique » du piézomètre amont s'est stabilisé (à une valeur influencée par le caractère arsénié du fond géochimique régional). Une légère augmentation est observée lorsque le piézomètre s'est rempli en fin d'année.</p> <p>Les courbes de tendance réalisées sur les concentrations en As dans les eaux souterraines observées depuis 2014 montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une tendance à la baisse des PZ INRA et Hasko, - une très légère hausse (Bardy) - une quasi stabilité sur Pz1 - une hausse sur Pz2, - une stabilité voire une légère baisse sur le bassin de lixiviats, - une hausse sur le PZ nord-ouest avec pour ce dernier point des valeurs un peu plus haute en fin d'année 2021 <p>On observe que les valeurs restent dans l'ordre de grandeur à ce qui est mesuré sur le Bec Amont qui entre juin 2014 et décembre 2021 présente des teneurs de 45 à 174 µg/l hors deux valeurs basses de 26 et de 8,9 µg/l (cette dernière en décembre 2020) avec des valeurs 2021 assez élevées par rapport à sa moyenne.</p> <p>Selon l'exploitant, une influence de Puy Long est possible (anciens casiers non étanchés). Pz2 est bien dans l'axe de l'écoulement hydrologique par rapport aux zones les plus anciennes ainsi que de certains environs (anciennes zones de dépôts sauvages au nord du site et fort lessivage en juin et septembre). Le comportement différent de Pz1 ayant des valeurs moins élevées alors qu'il est plus proche du site pourraient s'expliquer par la présence de passages préférentiels liée à la présence de faille). Les concentration du PZ Nord Nord Ouest est aussi sur l'éventuelle influence des lessivages de la mi-septembre sur les anciens dépôts sauvages au nord du site de Puy long.</p> <p>L'hypothèse d'une incidence de la zone d'étiage Bec/zone Cournon semble également confirmée au vu de ce qui est observé dans le cours d'eau en amont de l'ISDND, celui-ci présentant avant d'entrer dans la zone d'influence des valeurs similaires sans que son passage devant la zone d'influence du site ne montre d'impact supplémentaire sur les mesures effectuées à l'aval.</p>
<p>Observations : Pour 2022, il est demandé au VALTOM de confirmer ces interprétations en apportant des éléments sur le sens d'écoulement des eaux souterraines et les facteurs géologiques pouvant l'influencer (interprétation des niveaux PZ observés depuis 2014, variations saisonnières du sens d'écoulement, présence de faille,...).</p> <p>L'analyse doit également porter sur l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.9.1 de l'AP du 31/10/2013 afin de déterminer lesquels sont susceptibles d'être influencés par l'ISDND. Le cas échéant, ceux-ci devront faire l'objet d'une analyse des tendances par PZ depuis 2014 à l'instar de ce qui a été fait pour l'As.</p> <p>Enfin, l'interprétation faite par le VALTOM doit également positionner les valeurs mesurées par rapport aux référentiels habituellement utilisés dans le suivi des eaux souterraines (norme de potabilité de l'eau par ex).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Détection de radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchet est placé dans un container adapté, isolé des autres sources de dangers, évitant toute dissémination ou si possible, directement dans un colis permettant sa récupération par l'ANDRA. Ce container ou colis est placé dans un local sécurisé qui comporte a minima une porte fermée à clef, une détection incendie, un système de ventilation et, lorsque des déchets radioactifs sont présents, une signalisation adaptée. La prise en charge et l'élimination du déchet radioactif ne peuvent être réalisés par l'ANDRA qu'après une caractérisation et un conditionnement répondant aux critères de l'ANDRA. Cette prise en charge peut prendre plusieurs mois afin de prendre en compte les modalités administratives, les modalités de conditionnement spécifique pour l'acceptation dans une installation de stockage de déchets radioactifs de l'ANDRA et les modalités d'emballage spécifique pour le déchet et son transport dans les conditions de l'accord européen relatif au transport de marchandises dangereuses par route (ADR) avec un chauffeur ayant un permis classe 7. La division locale de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) doit être informée de toute découverte de déchets radioactifs.</p>
<p>Constats : Le déchet a été évacué par l'ANDRA le 09/05/2022 (BSD fourni en séance). Le local a été équipé d'une ventilation en partie haute et basse et d'une détection incendie (travaux achevés le 26/07/2022).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suite inspection 2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par message électronique en date du 27 janvier 2021, le VALTOM a informé la DREAL que des apports de déchets en provenance de la société ALTRIOM (43) avaient été acceptés sur l'ISDND de Puy-Long en 2021 jusqu'au 27 janvier 2021. Toutefois, l'autorisation préfectorale accordée au VALTOM par courrier en date du 3 juin 2020 pour le traitement de 8000 tonnes de déchets en provenance de la société ALTRIOM portait sur l'année 2020. Constats : Lors de l'inspection 2021, suite au constat de déchets de la société ALTRIOM acceptés au-delà de la période autorisée par courrier préfectoral du 3 juin 2020, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures permettant que ce type de situation ne puisse se reproduire. Le VALTOM a indiqué que les FIP comportaient désormais une période de validité d'un an. Lors de l'inspection deux FIP ont été contrôlés par sondage : - FIP EC 35 pour la SAS LECLERC LA PARDIEU - durée d'une validité allant du 01/01/2022 au 31/12/2022 - FIP DI 56 pour SRV VACHER - durée d'une validité allant du 01/01/2022 au 31/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 7.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires ou de ruissellement. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
Constats : L'inspection a montré qu'une cuve de 1000 litres d'AD Blue et au moins un bidon de 250 litres d'huile étaient dépourvus d'une rétention. L'exploitant doit associer chacun de ses stockages de liquides susceptibles de polluer les sols ou les eaux souterraines à une capacité de rétention conforme aux dispositions de l'article 7.4.1. de l'arrêté préfectoral du 31/10/2013. Délai de 15 jours.

Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais :	15 jours

N° 13 : Contrôle d'admission

Référence réglementaire :	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 8.1.5
Thème(s) :	Risques chroniques, Contrôle d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé :	Sans Objet
Prescription contrôlée :	<p>Toute livraison de déchet fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité, • d'un contrôle visuel (à l'entrée et/ou sur la zone d'exploitation) permettant de s'assurer de la conformité du chargement par rapport à la liste des déchets autorisés, • d'un contrôle de non-radioactivité du chargement, • d'un pesage sur pont-basculé, • de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site, comprenant les informations minimales permettant d'identifier la livraison : nature et origine des déchets, quantité reçue, date, cachet de l'exploitant. <p>En cas de non-conformité avec les données figurant sur l'information préalable ou le certificat d'acceptation préalable, et avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. L'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet de ce refus. L'exploitant de l'installation de stockage de déchets adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du déchet, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département du Puy de Dôme.</p>
Constats :	<p>L'inspection de la zone d'exploitation du casier 2 a montré la présence de déchets plastiques de petites tailles. Pas de constats visuels de déchets de bois ou de cartons.</p> <p>3 bennes sont situées à proximité pour récupérer les déchets non ultimes et pour intolérance.</p> <p>Les derniers refus enregistrés sur site correspondent au :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refus d'une benne PRAXY le 27/07 compte tenu de la présence de bois dans le chargement - refus d'un lot envoyé par la municipalité de Ceyrat le 23/06 pour une présence de déchets verts.
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	Sans objet